



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction de l'action locale

Bureau des procédures environnementales

Agence Régionale de Santé de Lorraine

Délégation Territoriale de Meurthe-et-Moselle

Cellule milieux extérieurs

ARRETE PREFECTORAL

Portant :

1°) Déclaration d'utilité publique

a) des travaux de dérivation des eaux par captage des Sources de la Fontaine des Cerfs et Sources Pouillot droite et gauche, sur le territoire de Montauville et par la commune de Maidières

b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau

2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°86-455 du 14 mars 1986 portant suppression des commissions des opérations immobilières et de l'architecture et fixant les modalités de consultation du service des domaines ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du conseil municipal de Maidières du 23 novembre 2005 sollicitant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation et l'établissement des périmètres de protection des sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot droite et gauche à Montauville ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 1978 portant déclaration d'utilité publique ;

- des travaux effectués par la commune de Maidières en vue de la dérivation des eaux non domaniales de la Fontaine aux Cerfs située sur le territoire de la commune de Montauville ;
- de la création des périmètres de protection des points d'eau et des servitudes qui y sont attachées ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête du 3 février 2012 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique :

1°) préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des Sources de la Fontaine des Cerfs et du Pouillot droite et gauche sur le territoire de Montauville par la commune de Maidières,

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique de juillet 2008 ;

VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement délivré à la commune de Maidières le 14 juin 2011 ;

VU l'avis du commissaire enquêteur du 19 avril 2012 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Meurthe-et-Moselle au cours de sa séance du 20 septembre 2012 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune Maidières énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune de Maidières ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage des sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot droite et gauche sur la commune de Montauville et par la commune de Maidières ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ces points d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage des sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot droite et gauche en application de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;
- 2°) l'établissement de périmètres de protection autour de ces points d'eau et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 - Situation

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par les captages ci-après identifiés :

Appellation	Commune	Parcelle	Code minier	Coordonnées Lambert II étendu (m)		Altitude (m)
				X	Y	Z
Source de la Fontaine des Cerfs	Montauville	302	0193-3X-0040	867 841	2 440 023	282
Source du Pouillot droite	Montauville	12	0193-3X-0070	867 930	2 439 835	276
Source du Pouillot gauche	Montauville	12	0193-3X-0071	867 955	2 439 785	278

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 164 m³/j soit 60 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits de prélèvement

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 - Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate des Sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot Droite et Gauche ainsi que les chambres de réunion sont situés sur la commune de Montauville et concernent les parcelles ci-dessous :

Source de la Fontaine des Cerfs :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Montauville	A	Gloriaucote	302
Surface totale du périmètre			24 a 65 ca

Source du Pouillot Droite:

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
Montauville	A	Lusure	12 pour partie
Surface totale du périmètre			2 a 04ca

Source du Pouillot Gauche :

Commune	Section	Lieu dit	N° de parcelles
---------	---------	----------	-----------------

Montauville	A	Lusure	12 pour partie
Surface totale du périmètre			4 a 80 ca

8-2 - Périmètres de protection rapprochée

Les périmètres de protection rapprochée des Sources de la Fontaine des Cerfs et Pouillot droite et gauche sont situés sur les communes de Montauville et Fey-en-Haye et concernent les parcelles mentionnées dans l'état parcellaire annexé au présent arrêté.

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate doivent être et demeurer la propriété de la commune de Maidières ou faire l'objet d'une convention de gestion s'ils sont propriété d'une collectivité publique.

Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages.

Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 - Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée (PPR)

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et **notamment** :

10.1 - Travaux souterrains	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.1.1 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>10.1.2 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus de 2 mètres de profondeur à moins de 100 mètres des captages, sauf pour les travaux nécessaires au raccordement des points d'eau ou à leurs remplacements.</p> <p>10.1.3 L'ouverture et l'exploitation de carrières.</p>	<p>10.1.5 Le remblaiement de carrières, fouilles, tranchées, excavations ou les exhaussements de sol sont réalisés à l'aide de matériaux naturels provenant de carrières et n'ayant pas d'influence sur la chimie de la nappe (contrôlé au préalable avant mise en œuvre).</p> <p>10.1.6 Les sondages et forages de reconnaissances doivent être exécutés dans les règles de l'art, ils doivent être cadénassés et cimentés après usage sauf pour des besoins de la nappe, le cas échéant.</p>

10.1.4 La réalisation de mares et d'étangs.	
---	--

10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.2.1 Les dépôts d'ordures ménagères, détritiques, déchets industriels et tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p>10.2.2 L'installation d'ouvrages de transport et de stockage de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.</p> <p>10.2.3 Les canalisations de produits polluants liquides ou gazeux.</p> <p>10.2.4 Les stockages de produits chimiques.</p>	<p>10.2.5 Le stockage temporaire d'hydrocarbures, jugé indispensable pour l'abattage des arbres pourra être autorisé à condition qu'il soit réalisé dans une cuve à double enveloppe installée sur un bac de rétention d'un volume équivalent à celui stocké. Le volume maximum sera de 500 litres. Une déclaration de la mise en place du stockage devra être effectuée auprès de la commune de Maidières</p>

10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.3.1 Le stockage de produits phytosanitaires.</p>	<p>10.3.2 Les épandages agricoles seront conduits selon le Code des Bonnes Pratiques Agricoles.</p> <p>10.3.3 L'utilisation de pesticides pourra être réglementée en cas d'apparition ou de persistance dans la ressource d'éléments en excès.</p>

10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>

<p>10.4.1 Le stockage d'engrais azotés organiques, y compris fumier, ou de synthèse en dehors des installations spécifiques existantes.</p> <p>10.4.2 L'épandage de boues de station d'épuration.</p> <p>10.4.3 L'épandage de produits liquides : purin, lisier, fumier peu pailleux ou fumier de raclage et jus d'ensilage.</p>	<p>10.4.4 Pour les installations spécifiques existantes, dédiées à cet usage et conformes à la réglementation en vigueur, le stockage d'engrais azotés organiques ou de synthèse est autorisé.</p>
---	---

10.5 - Eaux usées et eaux pluviales	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.5.1 L'implantation d'ouvrages de transport, de traitement, d'épandage ou d'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, brutes ou épurées.</p> <p>10.5.2 Les rejets d'eaux usées domestiques ou industrielles.</p> <p>10.5.3 Les stockages d'effluents domestiques collectifs.</p> <p>10.5.4 Les stations d'épuration, le lagunage.</p> <p>10.5.5 Les rejets d'installations non collectives de traitement d'eaux usées.</p> <p>10.5.6 Les stockages d'effluents industriels.</p> <p>10.5.7 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains.</p> <p>10.5.8 Les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.</p> <p>10.5.9 Les rejets d'effluents agricoles.</p>	<p>10.5.10 Tout projet de nouvelle voie devra prendre en compte l'existence des points d'eau et proposer un système d'assainissement des eaux.</p>

10.6 - Constructions	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.6.1 Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable.</p>	

10.6.2 Les campings, caravanings et annexes.	
10.6.3 La création de cimetières.	

10.7 - Activités agricoles	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.7.1 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté excepté pour un réensemencement immédiat.</p> <p>10.7.2 Le maraîchage, les serres et pépinières.</p> <p>10.7.3 Le drainage de terres agricoles.</p>	<p>10.7.4 Tout aménagement favorisant le regroupement des animaux (abreuvoirs, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite...) seront installés à plus de 200 mètres des captages</p> <p>10.7.5 Dans la mesure du possible, on poursuivra la politique de maintien d'un maximum de surface en herbe sur le périmètre rapproché en autorisant le pacage d'animaux sans surpâturage.</p>

10.8 - Activités forestières	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.8.1 Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier.</p> <p>10.8.2 Dans les peuplements en régénération artificielle, les coupes à blanc d'une surface de plus de 1 hectare d'un seul tenant, excepté en cas de dépérissement forestier (voir activités réglementées). Le cumul des surfaces coupées à blanc dans les peuplements en régénération pendant 5 ans n'excèdent pas 5 hectares d'un seul tenant.</p> <p>10.8.3 La création de pistes forestières à moins de 100 mètres des captages.</p> <p>10.8.4 Les aires de stockage.</p> <p>10.8.5 Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois).</p> <p>10.8.6 L'utilisation des produits insecticides.</p>	<p>10.8.7 En cas de force majeure, le traitement par produits phytosanitaires et phytocides est autorisé sur une courte période après déclaration auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la DRAAF et information de l'autorité sanitaire du/des produit(s) utilisé(s) et la zone concernée.</p>

10.9 - Voies de circulation

<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.9.1 Le traitement des aires de stationnement, voies routières et ferrées avec épandage de produits chimiques.</p> <p>10.9.2 L'emploi d'herbicides pour le traitement des accotements de la route.</p>	<p>10.9.3 Les travaux visant à modifier des voies existantes devront, en cas d'augmentation de trafic, prendre en compte l'existence des ressources en eau et prévoir un dispositif d'assainissement des eaux pluviales, de collecte et de confinement des polluants en cas d'accident, avec rejet à l'aval du périmètre de protection rapprochée.</p>

10.10 - Activités de loisir	
<u>ACTIVITES INTERDITES</u>	<u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>
<p>10.10.1 Toute action susceptible d'attirer le gibier à moins de 100 mètres des captages (aires d'affouragement et d'agrainage...).</p>	

Article 11 - Travaux à réaliser

Les parcelles nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate sont acquises par la commune ou une convention de gestion est établie.

Les travaux de mise en conformité listés ci-dessous seront réalisés dans le délai de deux ans :

- Fontaine des cerfs :
 - changement ou rénovation du capot,
 - mise en place d'une crépine sur la conduite de départ,
 - débroussaillage du périmètre.
- Sources du Pouillot Droite et Gauche :
 - ouvrages à reprendre entièrement : capot, échelle, drains et clôture du périmètre de protection immédiate.
- Chambre de réunion des sources Pouillot :
 - changement du capot, de l'échelle d'accès et aménagement du trop plein,
 - mise en place d'une crépine sur la canalisation de départ,

- ouvrage à reprendre entièrement et mise en place d'une clôture de l'ouvrage.
- Réservoir :
 - rénovation ou remplacement des portes de fermeture,
 - rénovation ou remplacement des trappes et des échelles,
 - reprise de la station de traitement afin d'être opérationnelle.
- Sur l'emprise du périmètre de protection rapprochée :
 - Suppression des dépôts sauvages d'ordures.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 9 et 10 dans un délai maximum de deux ans à compter de la publication du présent arrêté.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Les maires des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye sont chargés du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Les maires des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 15 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 16 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, d'un traitement agréé par le ministère chargé de la santé de désinfection automatique par injection d'eau de javel au niveau du réservoir afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 17 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 18 - Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- **Annexe 1** : Plan au 1/20 000^e des périmètres de protection rapprochée
- **Annexe 2** : Plan parcellaire au 1/9000 des périmètres de protection immédiate et rapprochée
- **Annexe 3** : État parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée

Article 19 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 20 - Abrogation

Est abrogé l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 1978 portant déclaration d'utilité publique :

- des travaux effectués par la commune de Maidières en vue de la dérivation des eaux non domaniales de la Fontaine aux Cerfs située sur le territoire de la commune de Montauville ;
- de la création des périmètres de protection des points d'eau et des servitudes qui y sont attachées.

Article 21- Publicité

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Il est affiché dans les mairies des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les maires des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye conservent l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivrent à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Article 22 - Diffusion

Une copie du présent arrêté qui sera adressée :

- au bureau des recherches géologiques et minières,
- à la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement,
- à l'agence de l'eau Rhin Meuse,
- au tribunal administratif de Nancy
- à la Chambre d'Agriculture.

Article 23 - Exécution

- le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le directeur général de l'agence régionale de santé,
- le directeur départemental des territoires,
- les maires des communes de Maidières, Montauville et Fey-en-Haye

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

Nancy, le 25 SEP. 2012

Le préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-François RAFFY